

Les indicateurs du développement durable

Fady HAMADÉ¹

Depuis une quinzaine d'années, émerge dans le débat public en France, mais aussi à l'étranger, la question du décalage entre les indicateurs traditionnels de la mesure de la croissance économique d'une part, et, la perception du bien-être par la population d'autre part. Et pourtant, les premières critiques du Produit Intérieur Brut -PIB- datent des années 1960. Le PIB agrégeant de nombreuses variables, valorisent les dépenses liées aux accidents de la route de la même façon et avec le même poids que les dépenses engagées pour l'Éducation nationale, pour la santé et les autres dépenses relevant de la production de Bien Public. Ce mode de valorisation de la production et de la consommation faisant l'objet d'échange marchand, fait gonfler le PIB alors que de toute évidence, ces échanges ne reflètent pas leur contribution à une amélioration du bien-être de la population. En outre, les externalités négatives de ces productions et consommations restent sous-évaluées. Par ailleurs, la production de biens publics et la fourniture des services publics sont largement sous-estimées par le fait que leurs externalités positives ne sont pas de valeurs marchandes. Cette prégnance de la valorisation des échanges marchands a conduit à la construction de politiques économiques centrées sur la croissance du PIB.

Les critiques de l'usage du PIB comme indicateur reflétant le bien-être ou le progrès social, réduisant ces notions reconnues comme multidimensionnelles à la seule dimension marchande, ont permis dans les années 1990 l'émergence d'indicateurs alternatifs au PIB. L'intérêt de ces nouveaux indicateurs est leur capacité à remettre en cause les classements établis par une simple comparaison des PIB par tête, en y intégrant d'autres dimensions du développement humain comme la santé et l'éducation, dans un premier temps, mais aussi l'environnementale et les ressources naturelles dans un second temps.

L'INTEGRATION DES DIMENSIONS SOCIALES

Les premiers travaux de Miringoff et Miringoff sur la remise en cause du PIB datent du début des années 1980, mais leur Indice de Santé Sociale, -ISS- acquiert une audience internationale après la publication en 1999 de leur ouvrage « The Social Health of the Nation. How America is really doing? ». Ils illustrent, en s'appuyant sur les données statistiques aux Etats-Unis, le décrochage, vers la fin des années 60, entre le principal indicateur de mesure de la performance économique d'une nation, et, un indicateur de santé sociale, mesurée par une moyenne de 16 indicateurs disponibles pondérés par un poids variant entre 0 et 100 (cf. tableau ci-dessous).

Au même moment, l'indice de développement humain, ou IDH, inspiré des travaux d'Amartya Sen est développé en 1990. Cet indice statistique composite, adopté par le Programme des Nations

¹ La rédaction de cette note, en collaboration avec BRL Ingénierie, a été réalisée dans le cadre d'une étude pour le GIP Massif Central.

Unies pour le Développement (PNUD), offre une nouvelle grille de lecture pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. Il s'appuie sur les trois critères suivants : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. L'IDH se révèle aussi bien adapté pour mettre en évidence les différences entre pays développés et pays moins avancés, que pour relativiser les différentes façons d'être développés ou d'être moins avancés. Mais l'IDH n'est pas exempt de critiques. D'une part, sur le choix relativement arbitraire de ses composantes élémentaires et des pondérations qui permettent leur agrégation en un indice synthétique ; et, d'autre part, dans la prise en compte des différentes dimensions du progrès social. C'est la raison pour laquelle, en 2010, trois nouvelles mesures multidimensionnelles sont venues s'ajouter à l'IDH pour couvrir les déficits de développement humain dus aux inégalités dans le domaine de la santé, de l'éducation et du revenu. Le nouveau IDHI (indice de développement humain ajusté aux inégalités) est aujourd'hui évalué chaque année pour 139 pays.

En France, Jany-Catrice et Zotti (2008), élabore un ISS à l'échelle nationale. Appliqué au cas des régions françaises pour l'année 2004, l'ISS apporte un éclairage sur les performances sociales des territoires. Ce sont surtout les régions très urbanisées qui enregistrent les moins bonnes performances, alors que, d'autres régions comme le Limousin, 18ème région à l'aune du PIB, apparaissent plus "performantes" socialement.

Région	PIB/h	ISS
Île-de-France	1	15
Rhône-Alpes	2	7
Alsace	3	5
PACA	4	19
Champagne-Ardenne	5	17
Pays de la Loire	6	3
Aquitaine	7	10
Midi-Pyrénées	8	8
Centre	9	12
Haute-Normandie	10	18
Bretagne	11	2
Bourgogne	12	11
Franche-Comté	13	6
Poitou-Charentes	14	9
Auvergne	15	4
Basse-Normandie	16	13
Lorraine	17	14
Limousin	18	1
Picardie	19	20
Nord-Pas-de-Calais	20	22

Languedoc-Roussillon	21	21
Corse	22	16

Source : Jany-Catrice, Zotti, 2008

Mais, si l'ISS n'intègre pas la dimension environnementale.

L'INTEGRATION DES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES

La gestion des ressources environnementales pose avec plus d'acuité la question du développement durable. Pendant très longtemps celles-ci ont été consommées sans souci de leur épuisement, sur un mode développement exclusivement marchand qui entrave la reconstitution des stocks. La question de la soutenabilité/durabilité du développement est posée.

En 1987, la Commission Brundtland donnait la définition suivante du développement durable : c'est un développement "un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs".

En 2006, le ministère des finances de la Grande-Bretagne rendait public le rapport Stern sur l'économie du changement climatique, désormais connu sous les termes du rapport Stern. Dans une approche en termes d'Analyse Coûts-Bénéfices, le rapport donne aux résultats des recherches scientifiques sur le changement climatique, l'interprétation économique qui leur manquait. Dans son chapitre 2, il illustre comment l'analyse économique peut aider à comprendre les liens entre changements climatiques et croissance économique, en mettant en perspective les coûts d'une politique public en faveur d'une réduction des émissions de GES avec les coûts évités, i.e. les bénéfices, de cette même politique.

Mais la question de savoir comment évaluer la richesse d'une nation demeure. Le PIB est une mesure en termes de flux. Dans la mesure où vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne pouvez pas mesurer, le principal indicateur de richesse utilisé, le PIB encore une fois, ne peut pas être un indicateur d'évaluation de la nature et des pertes engendrées par son érosion. Les travaux de Sukhdev sur l'économie de l'environnement ont mis en exergue cette deuxième limite du PIB, celle de l'absence de la prise en compte d'un stock de ressources environnementales épuisables. Cette évaluation par les flux évacue donc le stock de ressources naturelles disponibles pour les générations présentes et futures. L'équipe de Pavan Sukhdev, parmi beaucoup d'autres, entreprend d'évaluer les bénéfices économiques globaux liés à la biodiversité et les coûts engendrés par son érosion. Cette évaluation passe par la possibilité de mettre un prix sur les services rendus par la nature, un prix entendu au sens d'une unité de mesure commune.

Dans cet esprit, comme dans l'esprit du concept de l'empreinte écologique, Hamilton, Pearce et Atkinson, 1996 ; Hamilton et Clemens, 1999 définissent l'épargne nette ajustée ou épargne véritable (Genuine Savings). Il s'agit d'un indicateur de soutenabilité qui s'insère dans le cadre d'une comptabilité verte. Son calcul est obtenu à partir des mesures classiques de l'épargne

nationale brute faites par la comptabilité nationale en y opérant plusieurs d'ajustement, telle que des "estimations de l'épuisement de diverses ressources naturelles [...] déduites pour refléter la diminution de la valeur des actifs naturels liés à leur extraction ou à leur récolte".

LE CARACTERE MULTIDIMENSIONNEL DU BIEN-ETRE SOCIAL

Ces travaux, sans chercher à les résumer ici, tournent autour de deux questions essentielles : La question de la mesure du développement, entendu au sens du progrès social, ou du bien-être présent ; et, la question de la mesure de la soutenabilité/durabilité de celui-ci, compris comme sa reproduction dans le temps, pour les générations présentes et futures.

Les recherches en économie, en sociologie et dans les sciences environnementales, ont permis de mettre en exergue le caractère multidimensionnel du bien-être et du progrès social et posé la question de sa durabilité. Loin d'être aboutis, les résultats de ces recherches doivent permettre de mieux prendre en considération les différentes dimensions du progrès social. Le rapport Stilitz-Sen-Fitoussi (2009) fait un bilan de ces travaux en proposant de ré-examiner les problèmes relatifs à la mesure du développement.

Le bien-être présent est multidimensionnel, il dépend de ressources économiques et de caractéristiques non économiques (santé, loisirs, environnement, sociale, etc.). "La soutenabilité des niveaux de bien-être dépend de la question de savoir si les stocks de capital qui importent pour notre vie (capital naturel, physique, humain et social) seront ou non transmis aux générations futures".